

## COMPTE-RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 16 JUIN 2014

Etaient présents : Mesdames et Messieurs TROMPEAU Jean-François, LERAT Catherine, DEFEZ Gérard, LABELLE Sylvie, DEJOLLAT Daniel, PESSIONNE Alain, BERTHOMIER Marie-Christine, CONFOLANT Philippe, DENYS Serge, MOINEREAU Marie-Thérèse, STERVINOUC Frédéric, CHAUDAGNE-LE RAVALLEC Danièle, CIRET Didier, GOMBERT Annick, PASQUER Alain, RIGOLLET-LE BIHAN Erwan, TAILLEBOURG Colette, PRAULY Jean-Claude, JACQUET Alain, DENIS Christian, MULTON Jean-Michel, HOUSSIN Patrice, ROLLET Didier, LIAUDOIS Michel, CHAMPIGNY Daniel, JEUNESSE Hervé, MERIOT Claude, JOLIVET Martine, DARREAU Jean-Pierre, GUILLLOT Jean-Paul, DARNAULT Joël, VERNEAU Astrid, GIBAUT Wilfried, WILLIAMS Richard, VACHAUD Edith, BERNARD Thierry, AXISA Guy, CHEZEAUX Jean-Louis, LISSONNET Gérard, BROUILLARD Patrick, DRUI Martial, PLANTUREUX Guy, BERTON Guy, HERVO Dominique, BARBARIN Nathalie, VARVOU Jean-Pierre, BLANCHARD Gérard, TRUFFAUT Jacqueline.

Le Conseil Communautaire approuve à l'unanimité le compte rendu de la séance du 19 Mai 2014.

### **BILAN ACTIVITE 2013**

Le document a été transmis à chaque délégué communautaire. Il est consultable et téléchargeable sur le site internet de la Communauté de Communes.

Le Président précise qu'il faut continuer à être prudents. Il souligne le fait que les compétences sont exercées de façon solidaire et bien réparties géographiquement.

Intervention du Président

« Je souhaiterais faire quelques remarques à partir des documents que vous avez reçus.

#### ***Sur le plan financier***

Je veux d'abord souligner pour compléter que notre collectivité a une situation financière saine : trois rapports le démontrent : un effectué par M le Trésorier, un par les Services financiers de la Préfecture et un par un établissement bancaire, la Caisse d'Epargne

Je souhaite faire aussi ici le rappel de nos excédents depuis le début de cette mandature

Nos excédents cumulés se sont élevés à:

- 2008 : 281 861€
- 2009 : 425 781 €
- 2010 : 473 740 €
- 2011 : 513 840 €
- 2012 : 368 887 €
- 2013 : 445 482 €

soit 2 509 591 euros en 6 ans

On a affecté 1 285 000 euros aux investissements de ces années

Avec les 445 482 euros d'excédents de 2013 cela fait plus d'1,2 millions d'euros d'excédents disponibles cumulés fin 2013 hors cette affectation aux investissements

Je rappelle que 300 000 euros ont été affectés dans le cadre du BP aux investissements

**C'est important à la veille de 2015, 2016, années de fin de certains emprunts ;**

#### ***Sur les dépenses de personnels***

Environ 60 % des personnels travaillent dans le milieu scolaire ce qui explique un nombre élevé d'agents par rapport à d'autres EPCI qui n'ont pas cette compétence et c'est très majoritairement le cas dans notre pays. La compétence scolaire est une exception.

Je me dois de préciser que nous avons en interne des compétences dans le domaine scolaire, culturel, économique qui est une richesse et nous évite le plus souvent le recours aux études.

Je note enfin qu'en 2013 nous avons amorcé le transfert des personnels des bibliothèques et intégré pour une part de l'année des dépenses de personnels supplémentaires pour le MA de Pouligny notamment après celui de Tournon St Pierre.

Nous poursuivons l'objectif d'une meilleure formation de nos personnels : vous en avez le détail et nous avons mis en place la prise en charge de la garantie de salaire.

## Sur la répartition des dépenses de fonctionnement

On a une grande stabilité des dépenses selon les secteurs :

Les dépenses les plus importantes sont :

- les dépenses scolaires
- les déchets ménagers pour près de 60% pour l'ensemble

Ces dépenses sont stables du fait que notre EPCI a désormais pris ses contours géographiques définitifs ou presque depuis plusieurs années

De même, les cotisations qui ont crû depuis quelques années notamment celles du SDIS sont plus stables.

Certaines dépenses sont plus irrégulières : il s'agit notamment des dépenses économiques.

Cette remarque est encore plus flagrante s'agissant des dépenses d'investissements qui sont par nature de caractère et d'ampleur aussi irrégulières : on a ainsi en 2013 plus investi dans les écoles qu'en 2012, moins en économie puisque à elle seule la construction de l'usine de maroquinerie avait dépassé les 2 millions d'euros.

## Sur les ratios

Il me faut préciser :

- que notre Communauté de communes a un fort CIF (plus de 50%) et a donc transféré beaucoup de compétences et de fiscalité;
- par ailleurs, elle a transféré les compétences scolaires ce qui explique un ratio de dépenses de fonctionnement élevé. Je rappelle sur cette compétence **qu'initialement seules les dépenses de fonctionnement ont fait l'objet d'un transfert, que les équipements ont été rajoutés ensuite et que donc, d'une certaine façon, les investissements sont portés par la seule fiscalité intercommunale.**

Globalement, notre C de C a beaucoup investi et est très jeune ce qui explique le recours à l'emprunt, la fiscalité ne pouvant permettre d'assumer que les charges de fonctionnement transférées. En effet **nous n'avons pas mis en place une fiscalité propre mais un transfert de fiscalité (les taux communaux ont été diminués des taux intercommunaux)**

Les comparaisons avec les autres EPCI et les ratios nationaux sont donc difficiles.

Ainsi :

- **les dépenses de fonctionnement sont plus élevées** que ce que donne le ratio national (217 pour C de C à FA ou 378 pour C de C à FPU),

mais ... **les recettes d'imposition sont plus importantes** ; nous atteignons 206,57euros (122 pour C de C à FA et 239 pour C de C à FPU) le CIF étant élevé

**et les recettes réelles de fonctionnement sont de 428,48€ alors que la moyenne pour les C de C à FA est de 265 euros.**

- **les dépenses d'équipement brut sont variables d'une année à l'autre et dans les équipements bruts ne figurent pas les investissements d'immobiliers d'entreprises puisqu'il s'agit de budgets annexes.**
- **l'encours de dette est de 234,66 euros** (152 au plan national) ; il faut dire que notre C de C a beaucoup investi notamment dans l'économie secteur non compris dans les équipements bruts mais **globalement l'encours de dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement est de 55% (au lieu de 57,2%) au plan national** ce qui signifie une capacité à rembourser nos emprunts supérieure à la norme nationale car on a de fortes recettes de fonctionnement (impôts, dotation de fonctionnement supérieure au ratio national qui est de 29 euros).

## Les dépenses de fonctionnement d'investissements par commune

Nos dépenses tant d'investissements que de fonctionnement sont intercommunales mais la loi nous fait obligation de donner le détail. Il va de soi que les efforts sont souvent irréguliers dans le temps, selon la nature des projets, selon le nombre d'habitants, selon les subventions obtenues et dans la durée.

Le total est de **plus de 3 340 000 euros pour le fonctionnement ce qui est considérable**. Cela signifie que la CIF est élevé et je rappelle le poids de la compétence des écoles avec la masse salariale inhérente.

S'agissant de l'investissement il est de **plus de 1,7 million** contre plus de 3,7 millions en 2012 pour la simple raison que l'an passé nous avons déjà plus de 2 millions d'euros d'inscriptions pour deux bâtiments industriels.

Les plus grandes dépenses ont été faites sur les communes de Pouligny St Pierre avec plus de 622 000 euros, du Blanc 354 000 euros, de Tournon st Martin plus de 253 000 euros, Lureuil 259 000 euros mais n'oublions pas que la commune assume la dépense par fonds de concours.

Vous avez aussi le détail des travaux réalisés dans les écoles avec les entreprises retenues, les efforts faits en matière d'informatisation qui je le répète se font en fonction des demandes mêmes des équipes pédagogiques qui sont les seules à pouvoir juger de leurs besoins. A noter un très gros travail de l'équipe d'entretien qui effectue de gros travaux comme la quasi totalité du transfert de l'école d'Oulches, des travaux très importants dans l'école de Tournon St Martin...

Je voudrais saluer aussi **l'importance des travaux en régie ; nous avons recruté 2 CAE cette année, ce qui devrait accroître le volume des travaux engagés.**

### ***L'économie***

Plusieurs actions d'envergure ont été menées ; l'année 2014 devrait voir se concrétiser des projets entamés en 2013

Aux actions évoquées dans le document j'y associerai le travail fait en matière d'environnement qui ne figure pas dans ce bilan.

Les dossiers réseau de chaleur au Blanc, d'unité de méthanisation à Ciron progressent.

Ce sont des dossiers économiques dans la mesure où pour le réseau de chaleur nous aurons des clients qui paieront l'énergie et pour l'unité de méthanisation une société qui gèrera l'équipement.

Deux mots sur la situation du THD : vous savez que nous avons inscrit une première tranche de 150 000 euros au BP nous permettant avec un engagement identique en 2015 de mettre en oeuvre le programme élaboré par le CG pour booster le Très Haut Débit sur les communes difficiles telles que Nuret, la Pérouille, Oulches ou dans la partie SO de notre territoire. Il semble que les choses avancent et des contacts avec le RIP sont en cours pour qu'on définisse bien le programme.

### ***La politique de l'environnement***

Un point absent du document et cela est révélateur de la nécessité de mener une action plus cohérente et plus marquée en ce domaine alors que beaucoup est fait : il s'agit de l'environnement.

Outre le fait que nous avons deux dossiers majeurs : le réseau de chaleur du Blanc, celui de Rivarennes et l'unité de méthanisation, l'équipe a continué un volumineux travail d'entretien d'espaces publics, de cours d'eau et autres.

Nous avons :

- poursuivi l'instruction du difficile dossier du seuil de St Aigny (le point a été fait lors du dernier CC),
- décidé de participer au dossier du CTR de la Creuse mené par le PNR avec l'espoir de promouvoir l'hydro électricité
- accepté de créer un syndicat mixte acté par arrêté préfectoral fin 2013 pour mener l'étude du SCOT à l'échelle de trois CDC.
- déposé des dossiers de subventions pour l'achat de véhicules électriques qui ont abouti

Nous avons aussi participé à l'édition du 11ème Chapitre nature

**Ces actions justifient pleinement que nous ayons un vice-président en charge de ces questions et que nous envisagions un Agenda 21.**

### ***Autres éléments***

Les tableaux et documents distribués m'amènent à d'autres constats :

➤ **l'importance de notre politique de services aux familles**

- il s'agit de la politique scolaire sous tous ses aspects : les locaux, les équipements en matériels.

A ce propos l'année 2013 a été consacrée à la lourde préparation des temps d'activités périscolaires et je tiens à remercier Claude Mériot et Audrey Faure pour le travail imposant qu'ils ont effectué.

- il s'agit des MA (celui de Pouligny a ouvert en septembre 2013) tous très fréquentés;

- il s'agit des cantines (le lissage est en cours depuis plusieurs années mais il est difficile car le nombre de rationnaires, le ratio personnels/ dépenses sont très variables et la dépense est toujours plus forte dans les cantines de maternelles plus encadrées que dans les écoles primaires ; à noter que la fréquentation de nos

cantines est de plus en plus forte plus de 1000 repas par jour et ce succès est dû à la qualité du service en sus du besoin d'utilisation que les parents peuvent éprouver.

- il s'agit de la politique des Centres de loisirs dont la fréquentation a un peu baissé à Fontgombault l'été 2013 mais a augmenté ailleurs (Thenay et St Benoit du Sault )

➤ **gros succès des animations culturelles** et autres avec un chiffre impressionnant près de 3500 enfants pour les spectacles vivants ; on doit ajouter les tarifs préférentiels pour les séances de cinéma et les animations que le cinéma du Blanc organise. Il y aussi les événements tels Chapitre nature ou les Foulées du Parc

➤ **les autres activités se sont renouvelées avec des succès variables** : très bons pour la baignade de Lurais, le swim et la piscine de Fontgombault en nets progrès, moins bons pour les familiales, les animations estivales...

➤ **pour ce qui concerne les Coeurs de village** on peut noter que les opérations de Thenay et Nuret ont permis 5 logements de grande qualité. Ceux de Thenay sont loués. Je signale à ce sujet que nous venons d'obtenir un prix départemental du patrimoine pour les logements de Thenay comme la ville du Blanc avait obtenu le sien pour le Moulin.

➤ **nous avons entrepris un certain nombre de démarches qualité** : réduction de consommation de papier ; le classement de nos documents est quasi entièrement dématérialisé. Nous travaillons sur le futur paiement des factures en ligne. La démarche qualité des cantines est poursuivie.

➤ enfin, il faut noter que **nous avons avancé sur deux compétences : lecture publique, Mission locale**

- sur la lecture publique : nous avons procédé au recrutement de notre bibliothécaire intercommunal qui a été installé à la rentrée 2013-2014

- sur la mission locale : Toutes les C de C à l'exception d'Aigurande qui n'a pas même daigné répondre à nos divers courriers participent soit 7 Communautés de communes ; ce fut un travail long, complexe, de persuasion mais je me réjouis que ces EPCI aient finalement compris tout l'enjeu d'être ensemble pour cette action à mener en faveur de nos jeunes de 18 à 25 ans

## CONCLUSION GENERALE

Je voudrais à la lumière de ce bilan dire combien je considère qu'il est conforme à nos principes.

Quels sont-ils ?

1°) **exercer vraiment nos compétences** : le CIF de plus de 50%, les réalisations depuis 12 ans en sont les preuves

2°) **deuxième principe : les exercer de manière solidaire.**

Nous avons mis pour cela en place plusieurs dispositifs qui fonctionnent

- le transfert de charges se traduit en fiscalité prélevée sur les habitants des communes, charges que les communes devraient continuer à assumer mais qu'elles n'ont plus ;

- les conventions de solidarité permettent de compenser les trop perçus sur les communes ou les pas assez perçus pour l'EPCI

- certaines dépenses n'ont jamais fait l'objet d'une fiscalisation totale (les bâtiments scolaires) ou sont prises charge directement sans fiscalité par l'EPCI (exemples : les cotisations)

- les transferts de charges sont calculés sur des bases anciennes de telle sorte que nombre de dépenses aujourd'hui ne sont pas réellement fiscalisées (dépenses de personnels nouveaux ou nouvelles compétences). La direction et moi-même effectuerons à la prochaine rentrée de septembre un travail diagnostique sur l'état des relations fiscales entre l'EPCI et les communes. Nous travaillerons alors à partir de ces états ensemble.

3°) **troisième principe et constat : la C de C exerce ses compétences réellement sur l'ensemble du territoire.** Il suffit de regarder les investissements réalisés ; certes, cela dépend d'abord des communes elles-mêmes qui ont plus ou moins de projets mais nous avons toujours répondu aux demandes ; cela dépend aussi des schémas que l'on se donne : on a décidé par exemple de mailler le territoire en matière d'accueil de la petite enfance, des accueils de loisirs ou des zones économiques. Fin de l'intervention du Président.

## **SAISON ESTIVALE**

Monsieur Dominique HERVO remercie l'équipe qui a contribué par sa participation active à la réussite de la journée « Prenez l'air » du samedi 14 juin.

Il présente les différentes activités qui seront proposées durant la saison estivale avec notamment le centre de loisirs de Fontgombault qui sera ouvert du lundi 7 juillet au 29 Août, les animations CIPAT, les journées familles, les mini-camps, la baignade de Lurais surveillée par un maître nageur, l'espace de loisirs où il sera possible de pratiquer le swim, le foot-in-golf, le disc-golf et profiter de la piscine. Le document est consultable et téléchargeable sur le site internet de la communauté de communes.

## **CONTRAT TERRITORIAL DE RIVIERE**

Le Conseil Communautaire autorise le Président à signer une convention avec le Syndicat mixte du PNR Brenne lui déléguant la maîtrise d'ouvrage d'une étude portant sur les cours d'eau (Creuse et certains affluents) et pouvant aboutir à un contrat territorial de rivière.

## **QUESTIONS DIVERSES**

**Pouvoir de police spéciale :** Le Président précise qu'il est nécessaire, du fait du renouvellement des conseils municipaux, que les communes adressent à la Communauté de Communes un courrier notifiant leur opposition au transfert de leur pouvoir de police spéciale dans le domaine de la collecte des déchets ménagers.

### Travaux

Monsieur Thierry BERNARD a fait un point sur les travaux engagés ou à venir.

#### **Réseau de chaleur sur la commune de Le Blanc :**

- il est prévu une remise APD (plan et estimatif remis à jour suite à nouvelle implantation chaufferie) le 18 juin 2014. Une réunion s'en suivra avec les futurs abonnés afin de les tenir informés sur l'avancée du projet.

#### **Panneaux photovoltaïques Ecole George Sand :**

- La déclaration de travaux a été acceptée
- L'étude de raccordement est en cours chez ERDF
- Le maître d'œuvre Mr Coutant doit maintenant nous préparer le dossier de consultation des entreprises

#### **Logements Rivarennais :**

- Les travaux consistent en la réhabilitation d'un bâtiment en 4 logements (dont 1 accessible aux PMR) avec réalisation d'une chaufferie bois et de son réseau de chaleur afin de chauffer également différents bâtiments de la commune (école/ mairie/ cantine/ logements communes/ logements CDC)
- Les travaux ont également la particularité d'être spécifiques pour un logement (PMR) puisque que le PNR souhaite effectuer des tests sur l'utilisation de différents matériaux (isolation murs chaux chanvre, dalle chaux, VMC double flux..) avec instrumentation des logements et suivi des consommations.

#### **TRAVAUX Régie : en cours**

- Réfection des sanitaires de l'école Jean Giraudoux (plomberie/ remplacement menuiseries/ peinture)
- Calfeutrement plafond des préaux des écoles Jules Ferry et Jean Giraudoux (mise en place d'un plafond en bois pour empêcher le flocage de tomber) à faire par l'équipe verte les mercredis et vacances
- peintures extérieures menuiseries Cl de Fontgombault
- Vestiaires Sacierges : remise en état des douches, mise en place de lavabo, mise en place d'un chauffe eau, reprise de l'électricité) **POUR CAMPS SAISON ESTIVALE**

#### **Cet été**

- Réfection des sanitaires de l'école primaire de Pouligny avec réalisation d'un sanitaire handicapé (plomberie/ électricité / cloison / faïence / peinture...)
- Finition des travaux des sanitaires de l'école maternelle de Tournon (peinture / crédences en soubassement)
- Cuisine de Ruffec : rafraîchissement (lame pvc mur plonge, peinture...)
- Mise en place d'un jeu de cours école maternelle Pouligny
- Réalisation d'un portail à la cantine de Pouligny

### **TRAVAUX entreprises prévus :**

- Reprise de la cour des petits de l'école maternelle George Sand au Blanc: (espace en enrobé, espace en sable avec bordure bois, sol caoutchouc pour jeux)
- Réfectoire cantine Tournon : faux plafond et isolation, reprise électricité, mise en place d'une VMC
- Finition des travaux du mur d'enceinte du château Naillac (cour maternelle Ville Haute)
- Mise en place d'une VMC Primaire Ville haute bâtiment du bas
- Remplacement d'une porte cantine Ruffec
- Mise en place de rideaux occultant dans les écoles Jules Ferry et primaire Ville haute
- Toiture école Rosnay (**Déjà réalisée en FEVRIER**)

### Contribution service public électricité

La contribution de service public de l'électricité serait indûment perçue par EDF. Afin de mieux se défendre, des collectivités ont confié cette mission au cabinet Altéa. Le Conseil Communautaire autorise le Président à confier cette mission au cabinet Altéa à condition que ce dernier ne perçoive aucune rémunération au cas où aucune somme ne serait à récupérer.

### Cœur Village Lureuil

Le Conseil Communautaire autorise le Président à émettre un titre à la commune de Lureuil d'un montant de 9 946,29 € représentant le solde de sa participation aux travaux du cœur de village.

### Rubans du Patrimoine

Le Président informe le conseil que la restauration des maisons vigneronnes de Thenay a reçu une distinction au titre des Rubans du Patrimoine.